

## Qualité de service et actions des gestionnaires de réseaux en faveur de l'innovation des acteurs pour le secteur de l'électricité

*Date de la contribution : 19/11/2019*

Le secteur de l'énergie est désormais soumis à un rythme d'innovations de plus en plus important sous l'effet des transitions que nous avons collectivement à accomplir.

Ces transformations interviennent alors que les ressources disponibles s'amenuisent et que nos comportements doivent devenir plus vertueux. En tant que consommateur d'abord et parfois en tant que professionnel de ce secteur.

Des moyens tout aussi importants et une vision robuste doivent être les carburants qui nous permettront de trouver les solutions les plus adaptées. C'est sur ces solutions que porteront mes réponses à cette consultation. Je partage d'ores et déjà le souhait de la CRE de mettre en place une régulation incitative pour mieux partager les données relatives à la bonne connaissance des réseaux.

Depuis le début du 2nd semestre 2018, j'ai entrepris en tant que citoyen de contacter les plus gros ELD d'électricité pour les convaincre d'ouvrir plus largement leurs données d'infrastructures. Ce point n'était malheureusement pas présent dans les dispositions de l'article 179 de la LTECV qui constitue souvent la référence lorsqu'il s'agit de renforcer l'information du grand public ou de changer de processus opérationnels. Ces manques ont déjà été abordés lors du précédent appel à contributions du groupe d'étude sur les données en août 2018, puis dans la délibération 2018-214 de la CRE. 14 courriers adressés à 12 acteurs différents ont marqué le début d'une réflexion sur ces nouvelles publications. Ces acteurs ne témoignent pas pour l'instant d'une motivation suffisante pour obtenir des résultats significatifs.

Le contexte juridique a été précisé par la CADA (avis 20185890 et 20185962) en septembre 2019. A ce titre il faudra que la CRE adapte sa régulation pour en tenir compte.

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux nouveaux niveaux d'objectifs des 6 indicateurs existants envisagés par la CRE ?

Favorable

**Question 2 :** Y a-t-il des indicateurs non pertinents ou ayant perdu de leur intérêt à ce stade du déploiement de Linky et de son environnement associé ?

**Question 3 :** Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE s'agissant de la régulation de la migration des compteurs dans le système d'information Ginko ?

Favorable

**Question 4 :** Êtes-vous favorable aux niveaux des incitations envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 5 :** D'autres indicateurs pourraient-ils être envisagés permettant de s'assurer de l'exploitation des données collectées dans l'intérêt de la qualité et / ou du coût du service rendu ?

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'ajuster les niveaux des objectifs des trois indicateurs mentionnés au regard des performances d'EDF SEI sur ces indicateurs ? Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés des objectifs et incitations des indicateurs existants ?

Ni favorable, ni défavorable

# François Lacombe

**Question 7 :** Souhaitez-vous que la méthode utilisée pour calculer le critère B (durée moyenne de coupure des utilisateurs BT) d'EDF SEI soit modifiée en utilisant la définition d'évènement climatique exceptionnel retenue par EDF SEI ?

Ne se prononce pas

**Question 8 :** Que pensez-vous de la proposition de la CRE de demander à Enedis d'étudier la possibilité de simplifier le modèle de prévision des pertes utilisé pour la reconstitution des flux ?

Défavorable

**Question 9 :** Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'adapter les indicateurs relatifs à la fiabilité du bilan électrique (modification de l'indicateur de l'énergie non affectée en Recotemp (ENA) et introduction d'un indicateur de la qualité de la remontée des courbes de charge) ?

Favorable

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de réduire le nombre d'indicateurs suivis ? Quels sont les indicateurs qui devraient être supprimés ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 11 :** Êtes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE d'inciter Enedis non plus sur le respect d'une date convenue mais sur la base d'un délai nominal entre la demande de raccordement et la mise en service effective, hors délais dépendant de facteurs exogènes (autorisations administratives par exemple) ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 12 :** Êtes-vous favorable à l'introduction du suivi par les ELD du délai moyen de raccordement par catégorie d'utilisateurs ?

Favorable

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à l'introduction du suivi d'un indicateur de qualité perçue sur les opérations de raccordement d'Enedis, tel que proposé par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 14 :** Êtes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE pour fiabiliser le calcul du critère B (durée moyenne de coupure des utilisateurs BT) ? Êtes-vous favorable au calendrier proposé par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 15 :** L'introduction d'une incitation financière sur l'indicateur de suivi des clients mal alimentés vous semble-t-elle pertinente ?

Oui

# François Lacombe

**Question 16 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inciter financièrement les trois indicateurs actuellement suivis de disponibilité des lignes téléphoniques d'Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 17 :** Partagez-vous l'avis des acteurs rencontrés par la CRE et les résultats de l'enquête de satisfaction réalisée par RTE selon lesquels la qualité de service du gestionnaire de réseau de transport est globalement satisfaisante ?

Oui

**Question 18 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE s'agissant de la définition des enjeux prioritaires pour la qualité de service de RTE, enjeux qui pourraient faire l'objet de nouveaux indicateurs ?

Ne se prononce pas

**Question 19 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en place un suivi des délais moyens de raccordement ainsi que du respect des délais de raccordement figurant dans la convention de raccordement ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 20 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il apparaît pertinent de mettre en place un suivi des écarts entre les coûts figurant dans la PTF et les coûts réellement constatés ?

Ne se prononce pas

**Question 21 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le dispositif actuel relatif à la continuité d'alimentation est satisfaisant ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 22 :** Que pensez de la proposition de la CRE de mettre en œuvre un mécanisme incitatif asymétrique concernant la qualité d'alimentation ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 23 :** Êtes-vous satisfait du respect des engagements contractuels de RTE quant à la qualité de l'électricité ?

Oui

**Question 24 :** Que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire rentrer cet indicateur dans la liste des indicateurs que RTE doit publier ?

Favorable

**Question 25 :** Considérez-vous qu'il soit nécessaire d'améliorer la planification des travaux ? Que pensez-vous des deux propositions de RTE ?

# François Lacombe

**Question 26 :** Êtes-vous satisfait du traitement actuel des réclamations par RTE et partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt d'inciter RTE sur l'indicateur relatif au taux de réponses sous 30 jours ?

Ne se prononce pas

**Question 27 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en place une incitation au respect des délais d'intervention prioritaire de dépannage de compteur et aux niveaux d'engagement seuil proposés ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 28 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur les délais d'installation/changement de compteurs ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 29 :** Êtes-vous d'accord avec la liste des données prioritaires proposée par la CRE pour Enedis ? D'autres données que celles proposées par la CRE devraient-elles faire l'objet d'un suivi voire d'une incitation financière ?

L'actualité de ces dernières semaines indique que les données descriptives de réseau, jusqu'ici destinées à certains tiers et aux collectivités (§4.1.2/GRD) doivent être publiques selon deux avis CADA rendus le 5 septembre dernier. Sous les références 20185890 et 20185962 que je tiens à votre disposition, les sociétés Gérédis et SICAE de l'Oise sont tenues de publier en ligne les données statiques descriptives de leur réseau. Ces avis devraient être valables pour tous les GRD.

Comme dit en introduction de cette contribution, les gestionnaires de réseau ne livrent pas assez de signaux encourageant dans la mise à disposition de ces données par eux-mêmes (§4) et une régulation spécifique, assortie d'un financement raisonnable dans le TURPE peut être une solution adéquate pour résorber ce manque. Quoi qu'il en soit, je suis pour considérer les données d'infrastructure comme prioritaires et les publier sous licence ouverte. Je suis en revanche contre le maintien des mentions "destinés à certains tiers/collectivités pour leur besoins particuliers" dans les documents ultérieurs traitant des données de réseau, hors ICS et installations privées, dans le respect des articles L311-5 et L311-6 du CRPA.

Par ailleurs, le déploiement des réseaux très haut débit sur appuis partagés avec les gestionnaires de distribution électrique met en évidence des manques sur la connaissance des supports en question. Selon nos estimations, 16 millions de poteaux sont à inventorier sur les 17 millions que comptent les réseaux de distribution. Pour y répondre, OpenStreetMap de par sa présence sur le territoire et le crowdsourcing qu'il permet est pertinent pour compléter des jeux de données incomplets, parmi tant d'autres solutions (drones, lidar, détection sur vue aérienne...). Cela a été fait de nombreuses fois en collaboration avec plusieurs EPCI. Nous adoptons une posture de facilitateurs et de solutions pour apporter une réponse définitive à ces problèmes complexes.

Le document de travail fait état de consultations préliminaires des acteurs du domaine avant la consultation publique (§4.1.2). Pourtant suite à la délibération 2018-214, la CRE est informée de l'existence de ce potentiel et des velléités du projet OpenStreetMap. Pourquoi ne pas avoir étendu vos auditions à l'association OpenStreetMap France ?

**Question 30 :** Êtes-vous en accord avec la liste des données prioritaires proposée par la CRE pour RTE ? D'autres données que celles proposées par la CRE devraient-elles faire l'objet d'un suivi voire d'une incitation financière ?

Je suis d'accord que les données du mécanisme de capacité soient prioritaires pour RTE.

A noter que les mêmes observations qu'à la question précédente, pour les GRD et relatives aux données d'infrastructures, s'appliquent à cette réponse-ci.

RTE et la plateforme ODRE offrent déjà un bon niveau d'information par leur réponse à la directive INSPIRE Européenne, il faut aussi penser aux réseaux HT B d'Electricité de Strasbourg et URM (que je classe peut-être à tort

# François Lacombe

dans le transport).

**Question 31 :** Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative portant sur un calendrier et des modalités de mise à disposition des données par les opérateurs de réseau d'électricité ?

Favorable

**Commentaire :**

Au delà des données mêmes, la régulation ne serait que plus efficace en définissant des standards d'échange. Ce terme ne m'est pas apparu clairement dans le document de travail. Les gestionnaires de réseaux sont nombreux et un travail d'uniformisation doit être fait. Cette étape est très importante pour ne pas choisir de solutions trop limitée et garantir l'évolutivité.

Au regard de l'expérience d'une année passée en interaction avec certains GRD et concessionnaires, le besoin de solutions de gouvernance de la donnée est très présent. Avoir des standards d'échanges est une garantie d'équité et de durabilité dans les processus actuels ou à mettre en place.

Les financements évoqués dans les questions précédentes seront utiles pour organiser l'accompagnement des plus petits acteurs dans l'adoption de ces formats. Les fédérations, unions et agences existantes peuvent être légitimes pour le porter auprès de leurs membres.

La CRE peut tout à fait être leader dans la définition de ces standards, en réunissant les acteurs de son choix. Cela doit faire partie des modalités de mise à disposition.

Il serait en effet plus difficile d'établir des indicateurs de qualité des données mises à disposition sans format d'échange auquel se conformer.

Ces standards seraient aussi bien définis pour les données ouvertes, que pour les données confidentielles.

Je suis donc d'autant plus favorable à l'établissement de cette régulation incitative si celle-ci s'accompagne de la production de ces standards.

**Question 32 :** Êtes-vous favorable à l'introduction d'indicateurs de suivi mesurant la qualité des données transmises par les opérateurs de réseau ?

Favorable

**Commentaire :**

Je suis tout à fait d'accord avec la stratégie ambitieuse détaillée dans le document de travail sur le suivi de la qualité après la première mise à jour. Dans le cadre particulier des données ouvertes, il faudra contrôler que les mises à jours des jeux de données prévus sont bien suivies, au titre du suivi des délais de transmission.

La définition d'indicateurs de qualité n'est pas possible sans avoir préalablement mené le travail de standardisation évoqué dans la réponse à la question précédente. Au delà de la complétude, il faut parler de la conformité au standard défini.

**Question 33 :** Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative pour assurer le respect des délais de mise en œuvre des demandes formulées par la CRE ?

Favorable

**Commentaire :**

Pour n'avoir suivi que les délais de réponse aux études demandées dans la délibération 2018-214, je ne peux qu'être

# François Lacombe

| favorable à cette régulation incitative.

**Question 34 :** Ces actions des gestionnaires de réseaux vous semblent-elles prioritaires ? Quelles modalités de détermination des sujets devant faire l'objet d'une incitation financière vous semble-t-il nécessaire de mettre en œuvre ?

Le suivi des avis CADA 20185890 et 20185962 ainsi que des délibérations des procédures administratives à venir en matière de données ouvertes me semble faire partie des actions prioritaires également.

Comme vu plus haut, les acteurs du marché auront eux aussi accès à ces données ouvertes et la démarche ne pourra qu'en améliorer la disponibilité. Il faut voir ce point comme transverse aux autres.

Comme dit en introduction, la complexité des transitions à opérer augmente. Il faut privilégier l'établissement de plateformes et le traitement des sujets transverse pour pouvoir gérer ces nouveaux défis.

## Liste des pièces jointes à la contribution :

Avis\_20185890\_SICAEOise.pdf

Avis\_20185962\_Geredis.pdf